

Fiche 2 PP 80-82 histoire terminale
1958-1975 : recul de l'autonomie interne et naissance de la revendication indépendantiste en Nouvelle-Calédonie.
Synthèse

I- Le gouvernement français fait le choix de réduire l'autonomie interne en Nouvelle-Calédonie à l'heure où d'autres territoires obtiennent l'indépendance.

➤ **Dans un premier temps, le passage à la Vème République en 1958 ne change pas l'organisation politique de la Nouvelle-Calédonie jusqu'en 1963.**

Mais les relations entre la majorité électorale en NC et le gouvernement à Paris se tendent et se détériorent. Par l'intermédiaire de son représentant local, le gouverneur Péchoux, le gouvernement cherche à réduire les compétences du gouvernement calédonien (EX pouvoir de police, autorité sur la fonction publique). M. Lenormand, président du gouvernement local, rentre alors en conflit ouvert contre le gouverneur.

➤ **Le gouvernement prend plusieurs mesures réduisant l'autonomie.**

Le 21 novembre 1963, la loi Jaquinot, supprime les ministres en Nouvelle-Calédonie, contre l'avis de l'assemblée locale. Le haut-commissaire de la République reprend l'essentiel de l'exécutif sous sa seule responsabilité

En 1965 la responsabilité de l'enseignement du second degré est transféré à l'État.

En 1969 les lois Billotte, réduisent les compétences du territoire en matière de gestion du domaine minier et généralisent les communes d'État. Elles échappent ainsi au contrôle des autorités territoriales. L'implantation locale de l'administration d'État par la création des subdivisions administratives, sur le modèle des sous-préfectures s'en trouve considérablement renforcée.

Ce tournant s'explique par la nouvelle politique extérieure définie par de Gaulle, dans laquelle les territoires français du Pacifique présentent un enjeu géopolitique de premier ordre.

A l'assemblée territoriale, une certaine unanimité se dégage contre ces changements statutaires, même le parti le plus conservateur dénonce par la voix de son représentant, H. Lafleur, « les lois scélérates ». La population, peu et mal informée de ces dernières modifications statutaires, réagit peu. Il faut ajouter aussi que dans cette période économiquement faste un véritable climat de « ruée vers l'ouest » s'installe dans le pays qui éloigne les Calédoniens des affaires politiques, plus préoccupés par les fruits du « boom » du nickel.

II-Croissance économique et immigration transforment la Nouvelle-Calédonie et contribuent à la radicalisation politique.

La société calédonienne est confrontée à de profondes mutations économiques et sociales liée à la croissance.

➤ La période de croissance économique connaît son paroxysme entre **1969 et 1972, surnommée le « boom »**. Elle fait prendre conscience des potentialités du pays : plusieurs sociétés se disputent les gisements, de grands projets industriels sont annoncés. Chez les kanak, cette frénésie inquiète, on se sent dépouillé des richesses du pays.

La croissance économique creuse les écarts entre la brousse et Nouméa ; entre les tribus et les villages ; entre les kanak et les Européens, malgré les efforts consentis par le FIDES (fond d'investissement et de développement économique et social) pour désenclaver les tribus (routes, ponts, écoles)

➤ **Pour répondre aux besoins de la croissance, le gouvernement encourage une immigration massive, avec des visées politiques à peine voilées.** Cette politique est confirmée par une lettre de P. Mesmer, premier ministre, adressée à Xavier Deniau, secrétaire d'état chargé des départements et territoires d'outre-mer. Le CIPENC (le comité d'investissement et de promotion de l'emploi en Nouvelle-Calédonie) est créé dans lequel on trouve des représentants de la mairie de Nouméa, de la société Le Nickel, de l'armée de terre. Il se charge

d'une vaste campagne d'appel à l'immigration dans les journaux, sur les radios ou encore à la télévision.

- **Des groupes politiques radicalisés s'empressent de dénoncer cette manœuvre**, qu'ils définissent comme un moyen de rendre les Kanak numériquement minoritaires dans leur pays, et d'étouffer ainsi la revendication indépendantiste naissante.

Après le « Boom » vient la crise et le désenchantement (dès 1973). Elle plonge durablement l'intérieur et les îles en particulier, dans le chômage ou le sous-emploi. Beaucoup de broussards font alors le constat amer d'une époque révolue, qui n'a profité qu'à un petit nombre de sociétés minières, industrielles et commerciales, laissant pourtant derrière elles des tribus et des villages déstabilisés (les gens se sont détournés par exemple du travail de la terre) et un environnement dégradé pour longtemps.

III- Une jeunesse contestataire ouvre le débat autour de la décolonisation, de l'indépendance et de l'identité.

Une nouvelle tranche de la jeunesse calédonienne et en particulier kanak porte les inquiétudes de la population plongée dans un contexte socio-économique dégradé. Par ailleurs, dans le Pacifique commencent les premières décolonisations. Ce contexte ne manque pas d'inspirer les nouveaux mouvements politiques en N-C qui rejoignent aussi la vaste campagne de dénonciation à l'encontre des essais nucléaires français en Polynésie. Enfin ces jeunes intellectuels ont vécu les événements de mai 1968 en France où ils étudiaient.. Nombre de leurs actions s'inspirent des méthodes et des idéaux des mouvements contestataires français.

- Parmi les nouveaux groupes de pression, les « **Foulards rouges** » se regroupent en 1969, autour de Nidoish Naisseline. En 1974 est créé « **le groupe 1878** » autour d'Elie Poigoune, Henri Bailly ou encore Dewe Gorode. Ces nouveaux mouvements dénoncent les inégalités entre les Kanak et les Européens, en faisant le constat d'une redistribution insuffisante et inéquitable des fruits de la croissance, vers les tribus et la population autochtone. Ils posent aussi et pour la première fois la question de « l'indépendance canaque » libératrice, grâce à laquelle les kanak pourront renouer avec leur identité culturelle.
- **Dans la foulée, de nouveaux partis politiques naissent**, il s'agit principalement du Front Uni de Libération Kanak (le FULK) ; L'Union Progressiste Mélanésienne en 1974 (UPM) ces deux derniers issus de l'Union multiraciale (créée à la fin des années 1969). Plus tard, en 1976 est créé le Parti de Libération Kanak (le PALIKA). Ils se revendiquent tous de la cause **nationaliste** ; celle-ci est indissolublement liée à la revendication foncière, et à l'affirmation de l'identité kanak.
- **Au sein de l'UC, une nouvelle génération de militants plus marqués à gauche et plus radicaux, s'affirme.** Il s'agit par exemple de Jean-Marie. Tjibaou, Eloi Machoro, François Burk, Leopold Jorédié, Yeiwéné Yéwéné... Ils veulent donner au parti un nouvel élan
- En juin 1975, à la Conception, une quarantaine de responsables de mouvements indépendantistes se réunissent dans **le comité de coordination pour l'indépendance. Dans la « déclaration de la Conception » qu'ils élaborent, ils lancent officiellement le début de la lutte pour l'accession du peuple kanak à la souveraineté. Parallèlement**, une autre démarche portée par J.M. Tjibaou et Jacques Iekawé aboutit en septembre 1975 à l'ouverture à Nouméa du festival Mélanésia 2000. Il regroupe des délégations de tout le pays venues présenter avec beaucoup de conviction leurs spécificités culturelles. La revendication politique de l'indépendance rejoint l'affirmation identitaire kanak et fait naître l'idéal de l'indépendance kanak socialiste. On s'éloigne alors du grand projet de société contenu dans la devise de l'UC « deux couleurs, un seul peuple ».

Fiche 2 PP 80-82
1958-1975 : recul de l'autonomie interne et naissance de la revendication indépendantiste en Nouvelle-Calédonie
Commentaires de documents

Document 1 : les évolutions majeures en Nouvelle-Calédonie et dans d'autres espaces coloniaux (1958-1975)

La chronologie vise à replacer la montée de la revendication indépendantiste kanak dans un contexte géopolitique et historique. Les dates ont été choisies pour éclairer les autres documents et apporter des éléments de réponses à la problématique. Ce document trouvera toute son amplitude dans un travail de confrontation des informations.

Document 2 : la contribution des secteurs économiques à la création du PIB en pourcentages

L'évolution du PIB sur 19 ans montre une croissance rapide (le PIB a été multiplié par plus de 9), elle s'explique en partie par les retombées du boom du nickel. Pourtant cet enrichissement global a peu profité à l'économie du territoire, il se fait même au détriment de certains secteurs comme l'agriculture. Sa part dans le PIB diminue rapidement alors que le secteur emploie plus de 30% de la population active. Le secteur présente donc un manque de productivité. Il souffre d'un manque d'aménagement, du problème foncier et d'une formation très lacunaire. Enfin des blocages culturels dans les tribus freinent les motivations économiques dans une société marquée par la coutume. Il est intéressant aussi de faire remarquer aux élèves qu'à l'apogée de la période de boom (1967-1971), l'industrie (en dehors du nickel) voit sa part se réduire, pour ensuite progresser quand la croissance économique ralentit. Quant au secteur de la construction, sa progression s'explique en grande partie par les grands travaux d'équipement lancés à Nouméa comme en brousse et financés par les pouvoirs publics.

Le tableau met l'accent sur une des clés du problème calédonien : une économie mono-exportatrice de nickel qui se développe sans servir les intérêts du pays et de ses populations. L'industrie du nickel est détenue par une seule société, la SLN qui laisse peu retombées dans le pays. Elle ne développe pas de filière de formation, et encore moins de pôles technologiques, les retombées fiscales sont modestes (l'impôt sur le revenu ou les sociétés n'existe pas). Par contre elle bénéficie d'une énergie pas chère grâce au barrage de Yaté financé par les pouvoirs publics.

Dans cette économie déséquilibrée, le secteur non productif de l'administration progresse le plus rapidement au profit surtout chef-lieu. Entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1970, La Nouvelle-Calédonie manque un tournant pourtant essentiel de son évolution, le boom du nickel n'est pas mis à profit.

Ce tableau peut être mis avantageusement en relation avec le texte suivant.

Document 3: une critique devant la situation économique

Extrait d'un article du journal « Le Calédonien nouveau », organe d'information de l'UMNC (Union Multiraciale de Nouvelle-Calédonie) de juillet 1972, paru sous la plume de François Noere.

L'UMNC est un nouveau parti politique créé en 1970 par d'anciens membres de l'Union Calédonienne avec comme chef de file Celene Uregei. Il est composé d'hommes politiques calédoniens d'origine européenne et mélanésienne, qui trouvent que l'UC ne bouge pas assez,

paralysée par des querelles internes et des choix de stratégies politiques difficiles. L'UMNC prône plus d'autonomie pour la Nouvelle-Calédonie, et de ce point de vue, va beaucoup plus loin que l'UC. Ce parti s'est aussi ouvert vers les groupes de jeunes nationalistes calédoniens (kanak et européens) pour leur offrir une tribune politique dans leurs deux premiers congrès. La proximité de ces groupes radicalise le parti.

La critique formulée par M. Noere, est avant tout dirigée vers la société minière (SLN), à qui il reproche de ne pas redistribuer les fruits de la période faste, tant au niveau des salariés qu'au niveau de l'investissement dans le territoire. Le texte permet de comprendre « le boom » du nickel, du point de vue d'une organisation politique qui combat le colonialisme, dans ses formes économique et politique. On perçoit ici la critique nationaliste usuelle, de l'exploitation coloniale impérialiste, où rien n'est laissé au territoire colonial, à part quelques salaires, autrement dit des miettes.

Document 4 : l'immigration et son impact politique

Pour répondre aux besoins de la croissance, le gouvernement encourage une immigration massive, mais les visées politiques sont à peine voilées. Cette politique est confirmée par une lettre de P. Mesmer, premier ministre, adressée à Xavier Deniau, secrétaire d'état chargé des départements et territoires d'Outre-mer. A cet effet, Le CIPENC (le comité investissement et de promotion de l'emploi en Nouvelle-Calédonie) est créé dans lequel on trouve des représentants de la mairie de Nouméa, de la société Le Nickel, de l'armée de terre. Le comité est à l'origine d'une vaste campagne d'appel à l'immigration dans les journaux, sur les radios ou encore à la télévision métropolitains.

Entre 1963 et 1976, La population d'origine européenne augmente de 52%, les habitants issus d'autres origines (asiatique et polynésienne) progressent de 124 %, tandis que le chiffre des Kanak croît de 35 %. En 1976, ils sont de plus en plus minoritaires: le recensement dénombre alors 55 598 kanaks contre 77 635 habitants d'origine européenne et autres.

Les groupes politiques radicalisés s'empressent de dénoncer cette situation, qu'ils définissent comme un moyen de rendre les Kanak numériquement minoritaires dans leur propre pays, et d'étouffer ainsi la revendication indépendantiste naissante. Une étude comparative présentée par l'historien Louis-José Barbançon démontre clairement l'impact de l'immigration sur l'électorat. Alors que les chiffres des inscrits sur les listes électorales restent relativement stables entre 1962 et 1968, avec moins de 40 000 électeurs (39 013 en 1968) aux élections législatives de 1973, ce chiffre est porté à 51 374 personnes. Une augmentation substantielle de 31,7 %. Les chiffres sont encore plus éloquentes à Nouméa, où les électeurs inscrits progressent de 54 %, à Dumbéa de 114 %, au Mont Dore de 134 %. Sur la côte Est et aux Iles loyautés, les taux de croissance sont plus modestes, alors que l'essentiel de l'électorat est d'origine kanak, (14 % pour la première circonscription et 12 % pour la seconde).

Document 5: les groupes « révolutionnaires » au début des années 1970

Extrait du journal « Les Nouvelles-Calédoniennes » du 26 septembre 1974.

À partir de l'année 1969, des jeunes étudiants calédoniens reviennent de France où ils ont suivi des cursus universitaires. Ils sont très influencés par les idées qui se sont exprimées avec force en mai 1968.

En Nouvelle-Calédonie, les manifestations patriotiques et nationales sont l'occasion de propager leurs idées politiques et sociales. La commémoration du 24 septembre est une date que le territoire de la NC célèbre à travers un défilé militaire sur l'Anse Vata, c'est le cas lors du 24 septembre 1974. Pour

cette jeunesse contestataire cette date, qui est celle de la prise de possession de 1853, n'a pas vocation à être célébrée. C'est l'occasion pour plusieurs groupes de mener des manifestations et faire connaître leur point de vue. Ils sont rapidement arrêtés par la police et jugés par les tribunaux.

Ces groupes étaient composés de jeunes « caldoches » et de « kanak », des intellectuels mais aussi des militaires, lycéens ou collégiens. La diversité ethnique de ces groupes laisse imaginer la naissance d'un nationalisme calédonien. Le Groupe 1878, réunit les jeunes de la Grande-Terre, en mémoire de la lutte du chef Atai. Ciciqadri, est le mouvement des jeunes de Lifou. Ce nom désigne un oiseau, un passereau également appelé gobe-mouche, qui annonce une nouvelle, une bonne augure. Wayagi, du nom d'une igname sacrée de chef, regroupe les jeunes de Maré. Quant aux jeunes d'Ouvéa, ils fondent le groupe Atsai, signifiant « gens noirs ». S'ils deviennent plus politiques, dans le cadre des Foulards rouges notamment, ces mouvements étaient, au début, surtout de mouvance culturelle. Les jeunes européens, créent l'Union des Jeunesses Calédoniennes et l'Union pacifiste. Ce dernier mouvement est l'émanation des idées antimilitaristes, arrivées ici avec les jeunes étudiants de retour au pays. Plusieurs de ces jeunes jugés à ce procès, choisissent soit l'objection de conscience ou le Volontariat à l'Assistance Technique (VAT), c'est le cas de M.Poigoune qui servira dans ce cadre en Tunisie.

Document 6 : la première déclaration d'indépendance en 1975. Communiqué à l'issue de la réunion du 25 juin 1975 à la Conception

Cette déclaration se fait après un voyage d'un groupe d'élus calédoniens en France, conduit par Yann Celene Uregei, président de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie en juin 1975. L'Assemblée territoriale est alors composée majoritairement « d'autonomistes », l'UC en tête. Il faut noter que Yann Celene Uregei est un transfuge de l'UC, qu'il a quittée en septembre 1969 avec 3 autres conseillers au moment alors que le parti choisit la candidature de J.Lèques comme président de l'assemblée territoriale, contre lui. Il crée l'Union Multiraciale, premier parti politique kanak en décembre 1969. En 1975, il est devenu président de l'assemblée territoriale. La délégation espère obtenir une rencontre avec le président Valéry Giscard d'Estaing, pour discuter avec lui du statut politique, dans le sens d'une plus large autonomie. Cette rencontre ne se fait pas, ce que, les élus calédoniens considèrent comme un manque de considération à leur égard. Ils sont reçus par le premier ministre J.Chirac. Considérant que le statut d'autonomie est dépassé, il leur fait comprendre que le seul choix possible est le suivant : la départementalisation ou l'indépendance.

Dans le contexte calédonien, les jeunes nationalistes kanak des groupes « 1878, Atsai, Ciciqadri et Wayagi », se sont prononcés ouvertement pour l'indépendance depuis février 1975, et sont très actifs. Yann Celene Uregei a beaucoup de proximité avec eux. Dès son retour sur le territoire, il prend contact avec eux ainsi qu'avec les élus kanak de l'UC, alors que ce dernier parti ne s'est pas encore officiellement prononcé pour l'indépendance. Le 27 juin, est créé le CCIK (comité de coordination pour l'indépendance kanak) qui se propose de donner un contenu politique, économique social et culturel au mot indépendance. Celui-ci disparaît rapidement, il est alors prévu de créer un parti unique kanak. Cette dynamique unitaire n'a pas vu le jour. Mais en 1979, le FI (le Front indépendantiste), une entente électorale indépendantiste se présente aux élections territoriales. Cette structure préfigure, elle-même, le FLNKS en 1984.

Document 7 : le festival Mélanésia 2000 permet d'affirmer et de partager la culture kanak

Le festival « Mélanésia 2000 », a lieu du 3 au 15 septembre 1975. C'est la première grande action menée par J.M.Tjibaou, qui n'est pas encore l'homme politique connu, il est alors animateur socioculturel. Avec lui, J. Iékawé est un autre initiateur du projet, les associations catholique et protestante (U.I.C.A.L.O et A.I.C.L.F) apportent aussi leur soutien. Alors que le contexte politique

local est marqué par la montée des protestations venant des jeunes groupes de nationalistes kanak de retour de leurs études en métropole, J.M.Tjibaou s'engage résolument dans une démarche strictement « culturelle », à contre courant, malgré les critiques des leaders kanak. Pour aboutir à cette manifestation, J.M.Tjibaou sollicite les services de l'Etat, pour l'aménagement du site (celui qui accueille aujourd'hui le centre culturel Tjibaou) et l'acheminement des délégations de la Grande-Terre, des îles Loyauté, Belep et île des Pins. La préparation est très officielle avec la présentation aux autorités d'un dossier intitulé « Mélanésie 2000, festival d'expression mélanésienne », dès le milieu de l'année 1974. Il sillonne les tribus de la Grande Terre et des îles, avec quelques jeunes de l'organisation, pour expliquer les raisons, les objectifs et pour demander leur participation et l'autorisation de montrer certaines danses et traditions propres aux communautés. Dans le document d'explication, JMT s'inquiète de l'avenir de la culture kanak. Il lance un cri d'alarme, pour une nécessaire reconnaissance du peuple kanak, qui doit aussi s'ouvrir aux autres. Dans cette perspective, le préalable, c'est la redécouverte pour le kanak de son identité. Ainsi, il arrive à faire se rencontrer pendant une semaine des kanak de toute la Nouvelle-Calédonie. Cette rencontre leur permet d'échanger et favorise un sentiment d'unité autour de la culture.

Un tel rassemblement tout près de Nouméa, c'est une grande première. Cela fait aussi partie des objectifs : montrer aux autres et aux Européens en particulier, les autochtones du pays et leur proposer un dialogue culturel. Les deux quotidiens locaux ne publieront que des pages de photographies avec de rares commentaires. Cette photographie est la une de l'un de ces journaux.

Cette dimension identitaire sera reprise par les partis politiques kanak indépendantistes, et constituera en quelque sorte un point indissociable du projet politique.